



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE  
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2009

Pays : Géorgie

Correspondant national

Nom Prénom : **KALANDADZE Lasha**  
Profession : **Deputy Chairman**  
Organisation : **Appeal Court of Tbilissi**  
E-mail : **kalandadze\_lasha@mail.ru**  
N° Téléphone :

Nom Prénom : **KALANDADZE Lasha**  
Profession : **Judge**  
Organisation : **Appeal Court of Tbilisi**  
E-mail : **kalandadze\_lasha@yahoo.com**  
N° Téléphone :

## 1. Données démographiques et économiques

### 1. 1. Généralités

#### 1. 1. 1. Habitants et informations économiques

##### 1) Nombre d'habitants

4382103

##### 2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	2755598290
Niveau territorial / entités	569017094

##### 3) PIB par habitant (en €)

2004

##### 4) Salaire moyen brut annuel (en €)

##### 5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

23475

**Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échéant:**

Report of the Year of 2008 by the National Bank of Georgia

### 1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

#### 1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

##### 6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

14929371

##### 7) Veuillez préciser

**8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:**

**Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)

Oui

8849797

Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	191156
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2531629
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	76359
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2506388
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	448051
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	325988

Commentaire :

1. Annual public budget allocated to (gross) salaries includes the salaries, bonuses and additional payments to judges and courts staff;
2. Annual public budget allocated to computerisation – 200 computers 100 printers, 230 UOS and ^ servers have been purchased for general courts;
3. Annual public budget allocated to justice expenses includes expenses necessary for functioning of justice – postal expenses, expertise expenses, maintenance expenses of court buildings (power, water, heating, cleaning, telephone, internet etc.), rental allowances for judges, purchase of official publications, archive maintenance, stationary, literature, Fuel etc.
4. Annual public budget allocated to court buildings (maintenance, operation costs) –periodical maintenance of those court buildings' that have been repaired in previous years;
5. Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings – includes reconstruction and repair expenses of 17 new court buildings, as well as additional reconstruction and repair expenses for General Courts' Department and Tbilisi City Court;
6. Annual public budget allocated to training and education – includes expenses of the High School of Justice;
7. Other – includes Insurance of judges, social security of court staff, purchase of case management programme, purchase of cars, repayment of indebtedness arisen in previous years

**9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

2004 – increase by 220 437,91 Euro;  
2005 – increase by 667 051,76 Euro;  
2006 – increase by 7 243 734,19 Euro;  
2007 – increase by 1 171 267,31 Euro;  
2008 - increase by 1 895 846,65 Euro.

**10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour tenter une procédure devant une juridiction de droit commun :**

- en matière pénale ?  
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

Georgian Civil Procedural Code envisages the possibility of release from Payment, postponement of payment or shortening of the amount of the court fee.

**11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)**

2056424

**12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)****Veuillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:**

.  Montant 14929371

## Commentaire :

1. Staff of General Court's Department of the High Council of Justice;
2. High Council of Justice;
3. General Courts

**13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)****Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

.  Montant 1192758

## Commentaire :

Provision concerning budget of Legal Aid Service in the Law of Georgia on State Budget 2008 does not specify the expenses for criminal or other cases. According to the unified budgetary scheme, the annual budget for legal aid consists of the following articles: 1. Salary fund; 2. Capital expenses (refurbishment, equipment etc.); 3 Subsidiary expenses (everyday expenses for communications, fuel, professional trips etc). The subsidiary expenses include the expenses related to lawyers' participation in the criminal and other cases.

**14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).**

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NAP	NAP

## Commentaire :

**15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?**

- Oui  
 Non

**16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)****Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

Montant

8817891

Commentaire :

Budget of the Prosecution Service of Georgia is approved by the Parliament of Georgia on the basis of adoption of Law of Georgia on State Budget. Current budget of the Prosecution Service is defined by the Law of Georgia on State Budget of 2008. There is no defined annual budget for the Prosecution Service of Georgia, amount may differ each year depending on the needs and financial resources available. Generally, funds from state budget are allocated according to the financial needs of the governmental structure.

**17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?**

- Oui  
 Non

**18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Non	Non	Non	Non
Autre ministère	Non	Non	Non	Non
Parlement	Non	Oui	Non	Non
Cour Suprême	Oui	Non	Oui	Oui
Conseil Supérieur de la Magistrature	Oui	Non	Non	Oui
Tribunaux	Non	Non	Non	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Non
Autre	Oui	Non	Oui	Oui

**19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :**

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

**Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16**

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2. 1. Aide judiciaire

#### 2. 1. 1. Principes

#### 20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui
Autres	Oui	Oui

#### 21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

Besides criminal Cases, representation in court is provided in administrative cases related with the compulsory psychiatric treatment

Free legal consultations, including assistance in drafting first hand legal documents are provided in all fields of law (whether civil, criminal or administrative)

#### 22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser:

As already mentioned, free legal aid is offered in criminal cases. There is no court fee for this cases in Georgia

#### 23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui  
 Non

#### 24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	9202
en matière pénale	8446
en matière autre que pénale	756

Commentaire :

**25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?**

- Oui  
 Non

**26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :**

	Oui	Montant en €
en matière pénale	70 000 point	NAP
en matière autre que pénale ?		

Commentaire :

The person who qualifies and has been registered at the "Databases of Socially Unsecured Families" has right of free legal assistance during criminal proceedings (as a suspect and/or accused, including sentences/convicted person). Legal Aid Service has a direct computer access to the aforementioned database to check the status of non-solvency of the person.

The family (household) must have 70 000 or less rating points according to the set requirements, also in special circumstances families having up to 100 000 rating points in order to have status of socially unsecured family. The points are calculated based on an interview conducted by social worker who fills up specially designed questionnaire during interview. The outcome of the interview is transformed into household welfare formula and the rating points are calculated. The abovementioned procedure is defined under the Resolution #126 04.08.2005 of the Government of Georgia.

**27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?**

- Oui  
 Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

The legal aid through representation in the court is provided only in the criminal cases and administrative cases, related with compulsory psychiatric stationery treatment. As for the legal advice and the draft of the legal documents, the access is guaranteed to everyone in all fields of law.

**28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

- le tribunal ?  
 une instance extérieure au tribunal ?  
 une instance mixte tribunal/organe externe?

**29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?**

- Oui  
 Non



Veillez préciser:

**30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)
en matière pénale ?	Non
en matière autre que pénale ?	Oui

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre  
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

1. The legal Aid Service Operates as a legal entity of public law within the system of the Ministry of Corrections and Legal Assistance of Georgia. The staff consists of the lawyers (public lawyers) that provide free legal aid in the criminal cases and also consultants providing free legal advice in all fields of the law.
2. The law on Legal Aid adopted by Parliament in 2007 defines the forms of the legal aid, grounds for provision of the legal aid, the system of the legal aid service.
3. 10 legal aid regional bureaus cover the entire territory of Georgia. In May 2008 Legal Aid Service set up two Consultation Centres which provide free consultation on any legal topic tot he citizens and assist them in composing various legal documents.

**Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:**

Statistical information provided by Legal Aid Service

## 2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

**31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:**

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet:

Oui

www.laws.codexserver.com,  
www.parliament.ge,  
www.justice.gov.ge,  
www.cra.gov.ge,  
www.mof.gov.ge,  
www.napr.gov.ge etc.

à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet:

Oui

www.supremecourt.ge,  
www.constcourt.gov.ge

à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet:

Oui

www.hcoj.gov.ge

**32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

**33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser:

1. In 2006, the Permanent Interagency Coordination Council Against Trafficking in Persons has been created. The Council conducts wide public awareness campaign, among other activities special brochures for victims of trafficking have been published.
2. 10 legal aid regional bureaus cover the entire territory of Georgia. In May 2008 Legal Aid Service set up two Consultation Centres which provide free consultation on any legal topic to the citizens and assist them in composing various legal documents.
3. The Ministry of Justice of Georgia via its official website provides information concerning child abduction and return of wrongfully displaced child. Namely, detailed information is provided regarding various measures which should be taken according to national and international provisions.
4. There is electronically programme in the Supreme Court of Georgia and Tbilisi Appeals Court which allows the parties to monitor on-line on the case development.

**34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :**

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	Non	Oui	Oui	Non
Victimes du terrorisme	Non	Non	Oui	Non
Enfants/Témoins/Victimes	Non	Oui	Oui	Non
Victimes de violence domestique	Oui	Non	Oui	Oui
Minorités ethniques	Non	Non	Oui	Non
Personnes handicapées	Non	Non	Oui	Non
Délinquants mineurs	Non	Oui	Oui	Non
Autres	Oui	Non	Oui	Oui

**Commentaire :**

Under current Criminal Procedural Law of Georgia victim has a status of a party to the criminal proceeding and accordingly is entitled to wide range of procedural rights.

With respect to domestic violence, it should be noted that the national referral mechanism has been already elaborated by the Permanent Inter-Agency Coordination Council for Fight against Domestic Violence. The victims are assisted and provided with a shelter by the State Fund for the Protection and Assistance of the Victims of Human Trafficking which is financed from the State budget. Moreover, victims of domestic violence are provided with medical assistance, psychological counselling, legal assistance, long-term and short-term programs of rehabilitation and reintegration. Currently, the Council is working on the formal adoption of the Referral Mechanism and development of additional legal safeguards for the victims of domestic violence.

In relation to victims of human trafficking (paragraph "others"), the Government of Georgia has elaborated the Law on Combating Human Trafficking which came into force on 16 June 2006. The

mentioned Law stipulates the protection, assistance and rehabilitation of victims of human trafficking. The implementation of these tasks has been delegated to the State Fund for Protection and Assistance of Victims of Human Trafficking which provides a shelter to victims.

Under the mentioned legal instrument the investigator, prosecutor and judge shall inform the statutory victim of human trafficking in his/her native language or in a language s/he understands regarding the legal status of a victim as well as information on matters relating to the investigation and proceedings. In criminal proceedings, the victim is provided with the service of a lawyer and an interpreter. At the same time, it should be noted that the victim receives all relevant documents and materials related to the proceedings in his/her native or in understandable language. The statutory victim and witness including persons providing legal service and assistance to them have the right to request the protection of their own security and security of their family members at any time in compliance with the procedure established by the Georgian legislation.

Furthermore, it should be taken into consideration that statutory child victim's of human trafficking are subject of particular interest to the Government of Georgia. Apart from the Law of Georgia on Combating Human Trafficking, the rights of minors are guaranteed by the United Nations Convention on Rights of the Child of 20 November 1989, the Council of Europe Convention against Trafficking of Human Beings and guidelines adopted by international organizations in the field of protection of the child victims of human trafficking.

**35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

- Oui  
 Non

**36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en**

- un dispositif public ?  
 une décision du tribunal ?  
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

The victims of crime may seek compensation for the material, moral and/or physical damages suffered as a result of a criminal activity (Article 30, CCPG). In case the damage emanated from the state, the source of the compensation will be the state budget. In other cases where the damage resulted from the offender – private person, the damages will be recovered from the offender. In both cases the basis for the compensation is the court decision.

In order to obtain compensation the victim is entitled to file a civil complaint either within the framework of criminal proceedings - this will be a civil complaint in a criminal case (Special chapter IV of CCPG is dedicated to this procedure), or through civil procedure outside the criminal case. This does not imply though the victims right to file the motion twice for the same case and the same circumstances both through civil and criminal proceedings.

In case investigator, prosecutor or the court during the criminal proceedings is convinced that based on the case file, the victim is entitled to file a civil claim they are obliged to inform him/her about this right.

It is notable that if the damage suffered was the result of torture, inhuman or degrading treatment of a victim by public official, being fugitive, civil complaint case may be filed against the state on every stage of the criminal proceedings before the Criminal Court under Article 33 of the Criminal Procedure Code of Georgia or before the Civil Courts anytime without time/statutory restriction.

Apart from the above mentioned, Georgian Legislation provides for the compensation to the victims of unlawful detention/arrest. (See answer to question #40)

As regards the public funding, it is noteworthy to mention, that the Entity of Public Law – State Fund for the Support and Protection of the Victims of Trading of Human (Trafficking) was created by the 28.04.2008 #2944 law of Georgia on the fighting against Trading of Human (Trafficking). According to paragraph 2 of Article 16 of the Law, if the compensation of moral material or physical damage is impossible pursuant to the procedure established by the civil or criminal legislation of Georgia the victim of trafficking shall be granted compensation from the above-mentioned state fund.

**37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Article 242 of the Criminal Procedure Code of Georgia provides for the right of a party to the criminal proceedings, including victim, to contest decision of a prosecutor, inter alia, to discontinue criminal prosecution and/or investigation.

Article 399 making reference to Article 242 deals more specifically with the right to appeal ruling of a prosecutor to discontinue investigation and/or criminal prosecution. An appeal shall be filed within not later than 15 days after the appellant becomes aware of an act or decision being, in his opinion, unlawful or unreasoned. In case the term has not been complied with for a good reason, a court may restore it.

## 2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

### **40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

The compensation is issued from state budget. The amount is defined by the Court.

More specifically, The Georgian Criminal legislation does not provide for compensation in case of excessive delay in initiation of criminal prosecution, however under Article 24 (51) of Criminal Procedure Code of Georgia upon collection of the evidence that is sufficient for bringing charges, if the ruling for prosecution of a person as an accused is not delivered, the plaintiff as well as the person in relation to whom the evidence is gathered may file a complaint with the senior prosecutor or with the regional/city court according to the place of investigation and request initiation of criminal prosecution.

Under Criminal Procedure Code of Georgia, persons wrongfully detained or arrested have the right to claim compensation. Article 165 of the Criminal Procedure Code of Georgia refers to wrongful or unreasoned detention of a person and states that victims of wrongful detention have the right to claim the compensation for material, physical and moral damage.

Article 1462 refers to the wrongful or unreasoned arrest and states that person has the right to address the court within 1 month following the arrest if he/she considers that he/she was arrested wrongfully. If the Court considers that the arrest was unlawful then it will order full compensation of damages.

As regards the daily tariff, there is no fixed amount prescribed. The court will decide upon the amount of compensation on individual basis.

### **41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?**

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux

- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

1. Judicial Administration and Management Reform Project (USAID JAMR) conducted a survey in June 2008 which included number of questions. After the survey 54,6% of citizens and lawyers were satisfied with the judiciary system.

2. As regards the public opinion surveys aimed at measuring public confidence, satisfaction rates with regard to performance of prosecutors, it is should be underlined that two country-wide surveys were conducted by private companies in 1992, 1996. However, the mentioned surveys were not considered to be reliable and useful for any analysis.

Later on, since 2006 several regional surveys have been carried out within the community prosecution project implemented since 2006.

In 2006 a social survey was conducted in city of Mtskheta, which took the form of direct interviews, utilizing a "random sampling" method. Interviews with 600 residents were held, focus groups were divided as follows: teachers, parents, juveniles aged 18 to 65 of varying social and economic background. The purpose of the survey was to gauge the opinions of Mtskheta residents about their concerns and perceptions of crime and effectiveness of the town's law enforcement agencies. The survey also focused on the following issues: neighborhood relations, juvenile security, personal security, perceptions of crime and law enforcement and general opinion about Prosecution Service. In 2007 a follow-up survey was conducted in Mtskheta in order to identify changes in public opinion which the pilot community prosecution project may have brought about.

Analogous survey was conducted in city of Telavi in 2007 and 2008. Survey were also carried out in other seven regions of Akhaltsikhe, Zestaponi, Shuakhevi, Ozurgeti, Mtskheta, Telavi and Didgori (Tskneti). The purpose of the survey was to establish the attitude of the citizens of Georgia towards the Prosecution Service. 195 respondents of different categories were interviewed: teachers, students, parents and pensioners aged 18 to 65. The survey focused on the following issues: the level of corruption and injustice in the region, most prevalent crime, adequacy and fairness of the sanctions, complaints with law-enforcement agencies, security and protection, etc.

#### 42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	Non	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Oui

#### 43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- Oui
- Non

**44) Si oui, veuillez préciser :**

**Veillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?**

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Non	Non
Instance supérieure	Non	Non
Ministère de la Justice	Non	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Non	Oui
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Non	Non

**Commentaire :**

One of the disciplinary violations of the judge is an ungrounded long time hearing of the case. In such a case an interested person may file a complaint to the High Council of Justice which shall examine it in two months and may start disciplinary procedures.

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3. 1. Fonctionnement

##### 3. 1. 1. Tribunaux

**45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	61
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	NAP
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	64

**46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):**

NAP

**47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

The process of enlargement of the first instance courts is ongoing. Instead of 61 first instance courts there will be 22 enlarged first instance courts, where the judges shall be specialized in this or that area that will raise the level of justice. In those areas where there will be no enlarged courts there will be magistrate judges who shall hear small claims cases.

**48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):**

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	NAP
un licenciement	NAP
un vol avec violence	NAP

**Veuillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la**



**définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):**

The definition has not been changed since the previous evaluation circle

**Veillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:**

## 3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

**49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)****Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

Nombre  . 282

Commentaire :

**50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:**

	Nombre
donnée brute	NA
si possible, donnée en équivalent temps plein	NA

**51) Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:**

NAP

**52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.****Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre système des catégories de juges non professionnels ?	NA	

Commentaire :

NAP

**53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

- Oui  
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

**54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?**

NA

**55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

Nombre

NA

Commentaire :

**56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

- personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input type="checkbox"/> Oui	
- personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	565
- personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	724
- personnels techniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	195

Commentaire :

**57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:**

NA

### 3. 1. 3. Procureurs

**58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).**

Nombre

.

402

## Commentaire :

The provided number includes all employees having the status of prosecutors. However, prosecutors on managerial positions or prosecutors occupied with other administrative tasks do not generally carry out prosecutorial functions such as court representation. Number of prosecutors actively exercising prosecutorial functions is 272.

**59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)  
 Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

Nombre  . 284

## Commentaire :

19 persons from the provided number were appointed on the basis of temporary contract, while others are official permanent employees of the Prosecution service.

### 3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies

**61) Qui est responsable du budget du tribunal ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Non	Non	Non	Non
Président du tribunal	Non	Non	Non	Non
Directeur administratif du tribunal	Non	Non	Non	Non
Greffier en chef	Non	Non	Non	Non
Autre	Oui	Oui	Oui	Oui

**62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

It is the Department of General Courts' of the high Council of Justice which is entrusted with the courts' budget in general

**63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

--	--	--	--	--

Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Non	Oui	Non	Non
E-mail	Non	Non	Non	Non
Connexion internet	Non	Oui	Non	Non

**64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Non	Non	Non	Oui
Système d'information sur la gestion du tribunal	Non	Non	Non	Oui
Système d'information financière	Non	Non	Non	Oui

**65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Non	Non	Non	Non
Site internet spécifique	Non	Non	Oui	Non
Autres moyens de communication électronique	Non	Non	Non	Oui

**66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

The Department of Statistics and Informatics of the Supreme Court of Georgia. Address, Dzmebi Zubalashvilebi Street #32

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

### 3. 2. Suivi et évaluation

#### 3. 2. 1. Suivi et évaluation

**67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?**

- Oui

Non

**68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:**

- le nombre de nouvelles affaires ?
- le nombre de décisions rendues ?
- le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
- la durée des procédures (délais)?
- autre ?

Veillez préciser :

The Courts are obliged to submit to the Supreme Court and to the High Council of Justice quarterly Statistical data. The Supreme Court and the High Council of Justice study the data and make appropriate recommendations.

**69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?**

Oui  
 Non

Veillez préciser :

The activity of each court is studied quarterly as well as yearly based on the data submitted. The evaluation is done taking into consideration the cases admitted and finalized per court and per each judge, as well as the timeframes of the finalization of the cases and stability of the judgements adopted.

**70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):**

Oui  
 Non

**71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :**

- nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- affaires terminées
- affaires pendantes et stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- exécution des décisions pénales
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- coûts des procédures judiciaires
- autre

Veillez préciser :

**72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?**

- Oui  
 Non

**73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:**

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)  
 pouvoir législatif  
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)  
 Autre

Si autre, veuillez préciser :

After studying the data submitted by the courts the High Council of Justice evaluates the work of the court as well as the work of each judge. This information is envisaged when deciding the issues of reorganization of the courts, number of judges in court etc.

**74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?**

- Oui  
 Non

**75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:**

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)  
 pouvoir législatif  
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)  
 autre

Si autre, veuillez préciser :

**76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :**

Identification of the performance targets aims at carrying out fast and efficient justice. In addition, it helps a lot to elaborate proposals for reform in order to provide proper functioning of judiciary.

**77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :**

- Conseil Supérieur de la Magistrature

- Ministère de la justice
- organe d'inspection
- Cour Suprême ?
- organe d'audit extérieur ?
- autre

Si autre, veuillez préciser :

**78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

**79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?**

- Oui
- Non

**80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :**

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

**81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The High Council of Justice studies the purposes of waiting time in courts based on the data submitted by the courts as well as by performing visits on site.

**82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?**

- Oui
- Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):

**83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Department of Internal Inspections of the Office of Chief Prosecutor of Georgia is in charge of monitoring performance of prosecutors. It serves both preventive and investigative functions. It is entrusted with the tasks of preventing violations, investigating and exposing the illegal conduct of employees, and taking appropriate measures to address them in accordance with the law. In accordance with Article 3 of the decree # 279 of Minister of Justice on Approval of Regulations of the Department of Internal Inspection of Office of Chief Prosecutor of Georgia dated November 27, 2008 the major task of the above department are the following: to investigate unlawful acts or inappropriate conducts by the employees of Prosecution Service of Georgia based on notifications on violations, oral and written complaints, notifications received on "hot line", Courts private decisions, information from internal colleagues and etc.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

There took place number of amendments in procedural legislation. In particular, the procedure became more simplified, the protection of the parties' rights became more effective, the judges were allowed to use more efficient remedies to avoid delays, number of recommendations have been elaborated by High Council of Justice to improve administration of justice.

On January 16, 2008 High Council of Justice approved special forms for lawsuits, appellate and cassation claims as well as the answers to them that aims at more protection of the rights of the parties and carrying out justice without delays.



## 4. Procès équitable

### 4. 1. Principes

#### 4. 1. 1. Principes généraux

**84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

NA

**85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

- Oui  
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

**86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).**

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NA			
Procédures civiles - Article 6§1 (non-exécution)	NA			
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NA			

### 4. 2. Durée des procédures

#### 4. 2. 1. Généralités

**87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

- en matière civile ?  
 en matière pénale ?  
 en matière administrative ?

Veuillez préciser:

**88) Existe-t-il des procédures simplifiées :**

- en matière civile (petits litiges) ?  
 en matière pénale (petites infractions) ?

en matière administrative ?

Veillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

1. The cases dealt with magistrate judges are heard in a simplified manner;
2. Georgian penal legislation envisages the simplified procedure for criminal cases.

Firstly, plea bargaining, which is the form of summary criminal proceedings implies rendering the court decision without the main hearing. Georgian legislation provides for two types of plea bargaining - guilty pleas and pleas of nolo contendere (agreement on punishment without admitting the guilt). The procedure may be initiated either by the defendant or the prosecutor during the investigation phase of criminal proceedings. In addition, before during the trial prior to the main hearing court may propose plea agreement to the parties. The plea agreement concluded at the stage of investigation is approved with the court decision.

In addition, Article 473 of the Criminal Code of Georgia foresees shortening of judicial investigation. The judicial investigation may be shortened by a court ruling/decision if the defendant pleads guilty before court and the confession is voluntary, doesn't lead to an argument between parties and elicit the doubts of the court. Shortening of judicial investigation shall be inadmissible if the defendant has not attained the age of 16, has a mental disability or is charged with the crime that under the Criminal Code of Georgia is punishable by imprisonment exceeding 15 years in length or by life imprisonment, or if the case involves two or more defendants and at least one of them does not confess to a crime. It should be also noted that if in the beginning of the judicial investigation the court decided on its execution to full extent, further shortening of the judicial investigation is inadmissible, save in the cases when the prosecutor and the victim refuse to prosecute.

**89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

**90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	11 984	57 231	62 430	6 785
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	7 575	9 105	12 513	4 162
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	1 536	7909	9056	394
3 Affaires relatives à	NA			

l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA			
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA			
6 Affaires administratives*	2 873	8059	8 925	2 007
7 Autres		32 158	31 936	222
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	6 715	15 184	17 978	3 921
8 Affaires pénales (infractions graves)	978	1 986	2 300	664
9 Petites infractions	5737	13 198	15 678	3 257

**91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):**

Civil and commercial Cases include disputes among natural and/or legal persons over contractual obligations, torts, matrimonial and heritage cases, real estate and labour disputes etc. Administrative cases include disputes about legality of administrative acts issued by administrative bodies including customs and tax disputes. In other category we included administrative violations i.e. cases which are not that severe offences that may cause criminal prosecution. For example, parking of a car in a wrong place, turning to the street with car where it was not allowed by traffic marks etc.

**92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**\* Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**\*\* le cas échéant**

**Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.**

**Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non contentieuses)	3 761	6 456	8 540	1 677
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	1 384	3 124	3 760	748
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6 Affaires administratives	2 293	2 612	4335	570
7 Autres	84	720	445	359

Nombre total d'affaires pénales (8+9)	351	3 309	3 342	318
8 Affaires pénales (infractions graves)	310	2 402	2 437	274
9 Petites infractions	41	907	905	43

Commentaire :

**93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**\* Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**  
**\*\* le cas échéant**

**Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.**

**Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	659	2 830	2 494	995
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	288	1 107	1 112	283
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6 Affaires administratives	371	1 723	1 382	712
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	1 092	1 575	2 169	488
8 Affaires pénales (infractions graves)	377	553	719	211
9 Petites infractions	715	1 022	1 450	287

Commentaire :

**94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

	janvier 2008			decembre 2008
Divorces contentieux	NA			
Licenciements	608	1 457	1 818	247

Vols avec violence	509	766	944	331
Homicides volontaires	NA			

**95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux	2,8	NA	NA	NA	NA
Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	39,0	NA	NA	NA	NA
Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

**96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):**

**97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

The length is calculated from the moment of adoption of the formal resolution of the court on admission of the case until the judgement's entrance into the force.

**98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):**

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser :

Under Georgian penal system the criminal prosecution is the responsibility of a prosecutor exclusively. All investigations conducted countrywide by the investigators are supervised by the prosecution - prosecutors are responsible for procedural supervision of all investigations. For certain type of offences the investigation is conducted directly by the prosecution service (e.g. crimes committed by public officials are subject to the exclusive jurisdiction of the prosecution service) and supervised by relevant prosecutors.

Prosecutor is independent in carrying out his/her functions (Code of Criminal Procedure of Georgia, Article 55).

Prosecutor can conduct investigation only for the specific crimes that are exhaustively listed in the Criminal Procedure Code (Article 62).

Additional Powers include power to offer plea bargaining to the defendant leading to a simplified procedure, demanding application of pre-trial remand measures etc.

**99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Prosecutors in Georgia do not have a role in civil and administrative cases, however they can represent state interests in the below mentioned exceptional cases.

**Civil cases**

According to the Article 37 of the Criminal Procedure Code of Georgia, Prosecutor is obliged to bring a civil claim if the unlawful act of a person against who the criminal prosecution is exercised has caused an injury to state. Prosecutor also has the right to bring a civil claim upon the request of a victim, if the victim has no capacity to have the lawyer or legal representative or has no capacity to defend his/her rights due to his/her dependence on defendant or on other grounds.

According to the Article 371 prosecutor is authorized to submit civil claim if he/she has a reasonable doubt that a person convicted for certain offences (e.g. trafficking in human beings, drug offences, offences committed by public officials) possesses illegal or unjustified property or the property is obtained from racket. He/she shall file an action for deprivation and transfer to the state of the racketed, unlawful or/and unfounded property possessed by such persons as well as of the revenues, stocks (shares) generated from such property.

**Administrative cases**

In administrative cases administrative organs are generally represented by the special representatives of respective bodies. Prosecution service as an administrative organ is represented in administrative cases by the prosecutor. For the representation of Prosecution Service prosecutor must have a special authorization from Chief Prosecutor of Georgia.

**100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:**

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	63 947*	NA**	27 114***	NA	NA	20 914

**Commentaire :**

\* Figure refers to the total number of investigations initiated. Since all the initiated investigations require written approval of a prosecutor, this number may be regarded as the number of cases received by the prosecutor.

\*\* Under the Georgian legal system the case may be discontinued by a prosecutor if the offender cannot be identified for a certain period of time that is the statute of limitations is expired. Statutes of limitations are prescribed under article 71 of the Criminal Code of Georgia and their duration depends on the respective categories of offences.

\*\*\* This number refers to all cases terminated during the year of 2008.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

**Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:**

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5. 1. Désignation et formation

#### 5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

##### 101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

##### 102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges?
- une instance composée seulement de non juges?
- une instance composée de juges et de non juges?

##### 103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges

##### 104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

In case there is a vacancy in superior court the competition is announced. The judge willing to be promoted should take part in the competition. During the competition the attention is paid to the qualification of the judge, his experience, cases adjudicated by him/her, judging skills, business and personal reputation etc.

##### 105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:



According to the paragraph 1 of the Article 31 of the Law of Georgia on the Prosecution Service, the person can be appointed as a prosecutor if he\she has obtained higher legal education; has completed internship (from six month to one year); knows the language of proceedings; has passed qualification exams in the following disciplines: constitutional law, criminal law, criminal procedure, penitentiary law, basics of operative and search activities; took the oath of the prosecutor and his\her moral and health conditions allow him\her to perform the functions of the prosecutor at the Prosecution Service.

Completion of internship is not required for the following persons:

1. person who has working experience of more than 1 year as a judge, an investigator or a lawyer;
2. person who has passed qualification exam for Judges;
3. person who has working experience in the field of law for more than 3 years.

The following persons are exempted from the requirement to pass the qualification exams of a prosecutor: The Minister of Justice, Chief Prosecutor, his/her Deputies and also person who has passed qualification exams for judges or barristers.

The prosecutions of the Autonomous Republics of Adjara and Abkhazia who have not passed qualification exams for judges or tests for barristers shall pass the qualification exams for prosecutors within 1 year after their appointment.

The requirement of 3 years of relevant working experience is prescribed for the appointment of the following officials: Tbilisi City prosecutor and his\her deputies, district prosecutors and their deputies and the prosecutors of specialized prosecutor's offices.

**106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

**107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

The Chief Prosecutor of Georgia is appointed by the President of Georgia upon the nomination by the Minister of Justice of Georgia.

The candidates for the Deputies of the Chief Prosecutor of Georgia, prosecutor of Tbilisi and his\her deputies, district prosecutors and their deputies, prosecutors of the Autonomous republics of Adjara and Abkhazia are appointed by the Minister of Justice of Georgia upon the nomination of the Chief Prosecutor of Georgia. Other prosecutors are appointed and promoted by the Chief Prosecutor of Georgia.

**108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.**

Criteria for promotion of prosecutors, as well as other civil servants are defined under Georgian Law on Civil Service; pursuant to article 76, state official who is in charge of appointing civil servant has the right to put up a candidate for the promotion. Article 77 of the said law defines procedure for promotion, according to which the candidate should have at least 6 months of working experience at his/her current position, the candidate for promotion should have agreed to the proposal in written, candidate with better test results is promoted, if there are several of

them.

**109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?**

- Oui  
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

There are no exceptions

**110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?**

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges	NA	NA

**111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?**

- Oui  
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

**112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est la durée?**

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs	Yes	From 6 month

**113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?**

**Veuillez préciser la durée**

pour les juges?

Oui

10 years

pour les procureurs

Oui

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

1. The High Council of Justice on September 15, 2007 adopted criteria for evaluation of the candidates of judges that provides objective and transparent procedures during selection.

2. Period from 6 months to 1 year is an internship, during which interns work as prosecutors. In case of good performance the interns are appointed as permanent employees of the Prosecution

Service on the basis of a decision of special commission which is in charge of recruiting prosecution staff.

### 5. 1. 2. Formation

#### 114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

#### 115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Oui	Non	Non
Formation continue générale	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Non

#### 116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

#### 117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Oui	Non	Non
Formation continue générale	Non	Oui	Non
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Oui	Non

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Oui	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Oui	Non	Non

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Curriculum for prosecutors foresees extensive trainings in International Human Rights Law. These trainings cover issues related to the European Convention on Human Rights and case law of the court, most importantly the specific issues related to the prosecutorial functions. Curriculum of the prosecutor's training covers following Human Rights issues: freedom of information, respect to private and family life, specifics of investigation of torture, inhuman or degrading treatment and/or punishment, Articles 5 and 6 of the European Convention on Human Rights, prohibition of discrimination etc.

The training of prosecutors was carried out by the training center of the Prosecution Service. Each year, the training curriculum of the prosecutors is determined in line with the ongoing legislative changes and recommendation issues by various human rights bodies.

## 5. 2. Exercice de la profession

### 5. 2. 1. Salaires

**118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:**

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	11 500	8 625
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	22 800	17 100
Procureur au début de sa carrière	8 383	6 706
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	NA	NA

Commentaire :

**119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :**

	Juges	Procureurs
Imposition réduite		

	Non	Non
Retraite spécifique	Oui	Oui
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Oui	Oui

**120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:**

1. Taking into consideration of the case load the judges may have additional remuneration above the ordinary salary;

2. According to the Decree of the Minister of Justice of 26th January of 2009 (N°27), gross monthly salaries of the prosecutors are defined according to their categories:

Chief Prosecutor – 3910 GEL;  
 Deputy Chief Prosecutor - 3400 GEL;  
 Senior Prosecutor of Investigative Division – 2170 GEL;  
 Prosecutor of Investigative Division – 2110 GEL;  
 Senior Prosecutor – 1700 GEL;  
 Prosecutor – 1670 GEL;  
 Prosecutor-criminalist – 1640 GEL;

**121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Non	Oui
Consultant	Non	Non	Oui
Fonction culturelle	Non	Non	Oui
Autre fonction	Non	Non	Oui

**122) Si autre fonction, veuillez préciser :**

According to the Constitution of Georgia the judges can not combine any other position or activity with remuneration except of teaching and scientific activity.

**123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Non	Oui
Consultant	Non	Non	Oui
Fonction culturelle	Oui	Non	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

**124) Si autre fonction, veuillez préciser :**

\*Other benefit for prosecutors includes health insurance and compensation for death or disability caused during/as a result of the performance of functions.

**125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**Veillez indiquer la source pour répondre à la question 118:**

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

**126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:**

1. Against Judges
  - a) High Council of Justice;
  - b) Chairman of the Supreme Court (in relation to judges of the lower instance courts, except of the gross violation of the law);
  - c) The chairman of the Appeals Court (in relation to judges of the lower instance courts, except of the gross violation of the law);

2. Against prosecutors

Under the law of Georgia on the Prosecution Service of Georgia the disciplinary power over the prosecutors is vested in the Chief Prosecutor or Minister of Justice of Georgia.

Disciplinary prosecution against prosecutors is carried out by the Department of Internal Inspections of the Office of Chief Prosecutor of Georgia according to its Regulations \and the Law of Georgia on Prosecution Service. Based on the proceedings, final decision on disciplinary sanctions is taken as mentioned either by the Chief Prosecutor or the Minister of Justice.

Department of Internal Inspection is independent while exercising disciplinary prosecution. Chief Prosecutor and subordinate prosecutors will have a right to notify Department of Internal Inspection on disciplinary violations. Department of Internal Inspection is not limited by forwarded information and independently carries out disciplinary proceedings.

Under the Regulation of Department of Internal Inspection disciplinary proceedings are initiated on the following basis: statements and complaints of citizens, phone notifications by the citizens, facts revealed during the criminal investigation and court hearings, etc.

Georgian Law sets out following types of disciplinary sanctions: first notice, reprimand, degradation of post and dismissal.

**127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:**

1. Judges  
Disciplinary cases are heard by Disciplinary Panel which consists of three judge members and three non-judge members of the High Council of Justice. The decision of the Panel can be appealed to the Disciplinary Chamber of the Supreme Court of Georgia.

2. Prosecutors

Under paragraph 7 of Article 38 of Law of Georgia on the Prosecution Service of Georgia the Minister of Justice and the Chief Prosecutor impose disciplinary sanctions on employees of the Prosecution Service of Georgia.

Under Article 8 of the above Law, the Minister of Georgia upon the recommendation of Chief Prosecutor decides on application of disciplinary sanctions in case of Deputy Chief Prosecutors, prosecutors of Autonomous Republics of Abkhazia and Adjara, regional prosecutors and prosecutor of Tbilisi City (heads of the regional and Tbilisi City Prosecution Services).

**128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	2 366***	32
1. Faute déontologique	1	29
2. Insuffisance professionnelle	NA	3
3. Délit pénal	NA	NAP
4. Autre	NA	0

Commentaire :

**129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)		21
1. Réprimande	5	21
2. Suspension	NA	0
3. Révocation	9	NAP
4. Amende	NA	NAP
5. Diminution de salaire temporaire	NA	NAP
6. Rétrogradation de poste	NA	0
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	NA	NAP
8. Démission	10	0
9. Autre	3	0

Commentaire :

1. Other in case of judges includes sanction named "severe reprimand"

2. In 2008 upon the merger of the Prosecution Service of Georgia and the Ministry of Justice no significant changes have been made either within the structure or the competence of the Inspections Office in charge of disciplinary proceedings. The minor change included the modification of name of the General Inspection of the Prosecution Service with Department of Internal Inspection of Office of Chief Prosecutor of Georgia. In addition, the supervising functions of the mentioned department were transferred from the Prosecutor General to the Chief Prosecutor of Georgia.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

The High Council of Justice checks the grounds of the claim filed in the Council within 2 months. After initial checking the Secretary of the Council evaluates the grounds for initiating disciplinary prosecution and adopts a decision either to terminate disciplinary prosecution or to request a judge to submit an explanation.

After receipt of the explanation from the judge 1 month is required to examine the disciplinary case. After examination of the case the Secretary of the Council requests the Council either to prosecute the judge or to terminate the prosecution. If the Council adopts a decision to start prosecution the materials are sent to the Disciplinary Panel within one week.



## 6. Avocats

### 6. 1. Statut de la profession

#### 6. 1. 1. Profession

**130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).**

NA

**131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133**

- Oui
- Non
- Non applicable

**132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)**

NA

**133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)**

- Affaires civiles\*
- Affaires pénales\* - Défendeur
- Affaires pénales\* - Victime
- Affaires administratives\*

\*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

In civil and administrative cases only licensed lawyers are authorized to represent the parties in Appeals and Supreme Courts. However, it is not a case in the first instance courts.

**134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

- un barreau national ?
- un barreau régional ?
- un barreau local ?

Veuillez préciser :

Legal Entity of Public Law "Georgian Bar Association"

**Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:**

### 6. 1. 2. Formation

**135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

- Oui  
 Non

**136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- Oui  
 Non

**137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The lawyers are specialized in a) Criminal law field, b) Civil and Administrative law field or in c) General field (which includes both specialization) based on the certificate issued by Georgian bar Association.

### 6. 1. 3. Honoraires

**138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?**

- Oui  
 Non

Veuillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus

**139) Les honoraires des avocats sont-ils**

- réglementés par la loi ?  
 réglementés par le Barreau ?  
 librement négociés ?

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

## 6. 2. Evaluation

### 6. 2. 1. Plaintes et sanctions

**140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui  
 Non

**141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:**

- le Barreau ?  
 le législateur ?  
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

**142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant**

- la prestation de l'avocat ?  
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

**143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires**

- le juge ?  
 le ministère de la justice ?  
 une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

Legal Entity of Public Law "Georgian Bar Association"

**144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	1	1		12

Commentaire :

**145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

**Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	NA	NA	NA	NA	Suspension o

Commentaire :

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

## 7. Mesures alternatives au règlement des litiges

### 7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

#### 7. 1. 1. Médiation

**146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151**

- Oui  
 Non

**147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation**

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Non	Non	Non	Non	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Non	Non	Non	Non	Non
Affaires administratives	Non	Non	Non	Non	Non
Licenciements	Non	Non	Non	Non	Non
Affaires pénales	Non	Non	Non	Non	Non

**148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)**

**150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

- les affaires civiles ?  Oui  
les affaires familiales ?  Oui  
les affaires administratives ?  Oui  
les affaires de licenciements ?  Oui  
les affaires pénales ?  Oui

**Veuillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :**

#### 7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

**151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:**

According to Georgian legislation, the parties may agree that the dispute between them is solved by private arbitration.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8. 1. Exécution des décisions civiles

#### 8. 1. 1. Fonctionnement

**152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154**

- Oui  
 Non

**153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).**

137

**154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):**

- des juges ?  
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?  
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?  
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

In Georgia there is public system for enforcement of judgments. On 19 December 2008 legislative amendments were introduced to the law of Georgia on Enforcement Proceedings, which allows private enforcement agents to execute court decisions. However the mentioned amendment will enter into force in 1 July 2009, which will result in mixed system, where the enforcement agents have either public or private status.

**155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?**

- Oui  
 Non  
 Non applicable

**156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :**

- une instance nationale ?  
 une instance régionale ?  
 une instance locale ?  
 non applicable

**157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?**

- Oui

- Non  
 Non applicable

**158) Les frais d'exécution sont-ils :**

- réglementés par la loi ?  
 librement négociés ?  
 non applicable

**Veillez indiquer la source de la réponse à la question 153:**

Human resource Division of the National Bureau of Enforcement

8. 1. 2. Supervision

**159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui  
 Non  
 Non applicable

**160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :**

- une instance professionnelle ?  
 le juge ?  
 le ministère de la justice ?  
 le procureur ?  
 autre ?

Veillez préciser :

National Bureau of Enforcement supervises and controls enforcement agents, also Monitoring Unit of National Bureau of Enforcement monitors conduct of enforcement agents.

**161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

- Oui  
 Non  
 Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualité utilisés?



National Bureau of Enforcement of the Ministry of Justice is responsible for formulating quality standards.

Requirements for public enforcement agents are as follows:

- level of high education – BA in law.
- to pass an exam of enforcement agents or a judge.

(the requirement of exam is added by the law of Georgia of 15 July 2008, however it will enter into force in 1 January 2010).

Requirements for private enforcement agents are as follows:

- citizen of Georgia;
- level of education - BA in law;
- to pass exam of enforcement agents or a judge;
- minimum office space and equipment;
- insurance;
- bank account;

(these requirements were introduced in the law of Georgia of Georgia on Enforcement Proceedings 19 December 2008, which will enter into force in 1 July 2009).

**162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Under Article 921 of the law of Georgia on Enforcement Proceedings, a public authority has three months for voluntary enforcement of the court decision. After expiration of the mentioned time limit, the case is transferred to the specialised group, which is created by decree of Director of the NBE according to article 171 of the law of Georgia on Enforcement Proceedings. The specialized group is entitled to contact National Bank of Georgia to execute the court decision and request payment of debt from the Treasury, where special funds are allocated from State Budget for the enforcement of judgments against public authorities (for detailed information see question 165).

**163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

There is a division of monitoring execution of court decisions at the National Bureau of Enforcement.

**8. 1. 3. Plaintes et sanctions**

**164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?**

**Veillez n'en indiquer que 3 au maximum**

- absence de toute exécution ?  
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?  
 manque d'information ?  
 durée excessive ?  
 pratiques illégales ?

- supervision insuffisante ?
- coût excessif ?
- autre ?

Veillez préciser:

According to the data obtained from chancellery significant amount of users' complaints relates to excessive length of enforcement procedure. The major reason for lengthy procedure is due to insolvency of debtor. Notably, the law of Georgia on Enforcement Proceedings does not define timeframe for the conclusion of enforcement of court decision. This means that if a debtor is insolvent, the case is pending until the debtor becomes solvency.

Taking into consideration the aforementioned, starting from 1 January 2010, registry - unified electronic base of debtors will start functioning, which will enable National Bureau of Enforcement to control all assets of a debtor.

**165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

There have been no particular changes in legislation; however, the financial allocation for the enforcement of judgments against public authorities has significantly increased, allowing the enforcement of judgments against public authorities. For example, if in 2007 the fund was 10 000 000 GEL, in 2008 it doubled up to 20 000 000 GEL.

Please view answer to the question 162 in relation to the procedure of enforcement of judgments against public authorities.

**166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

- pour les affaires civiles ?
- pour les affaires administratives ?

**167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :**

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus

Veillez préciser

**168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	<input type="checkbox"/> nombre :	9
pour faute déontologique		NA
pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	9
pour délit pénal		NA
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	0

**169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.**

Nombre total de sanctions	<input type="checkbox"/> nombre :	
Réprimande	<input type="checkbox"/> nombre :	9
Suspension	<input type="checkbox"/> nombre :	8
Révocation	<input type="checkbox"/> nombre :	
Amende	<input type="checkbox"/> nombre :	1
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

**Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :**

question 167) Article 28 of the law of Georgia "on enforcement proceedings"  
 (questions: 168, 169) In October 1, 2008 National Bureau of Enforcement has been transformed into the legal entity of public law. Therefore, the data of the questions 168 and 169 refer to the period between 1 October 2008 and 31 December 2008 and was obtained from Human Resources Division of NBE

## 8. 2. Exécution des décisions pénales

### 8. 2. 1. Fonctionnement

**170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).  
 Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

**171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

## 9. Notaires

### 9. 1. Statut

#### 9. 1. 1. Fonctionnement

#### 172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- Oui  
 Non

#### 173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

privé (sans contrôle par une autorité publique)?	<input type="checkbox"/> nombre	
de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?	<input type="checkbox"/> nombre	224
public?	<input type="checkbox"/> nombre	
autre ?	<input type="checkbox"/> nombre	

Commentaire :

#### 174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?  
 dans le domaine du conseil juridique ?  
 pour authentifier les actes/certificats ?  
 autre ?

Veuillez préciser :

Pursuant to the 1996 Law of Georgia on the Notary, a notary performs the following notary acts: authenticates deals upon the request of parties or in cases envisaged by the Georgian Legislation; issues property right certificates; takes steps for the protection of the inherited property, authenticates translations and signatures in the documents; accepts money and security on the deposit; authenticates photo identity of the person; establishes the evidence and etc.

Apart from all the above mentioned, the notary provides: legal assistance to persons through drafting documents; legal advice on legal issues with respect to notaries' activities; issues an enforcement paper on a realization of mortgaged property if parties agree so and carries out other notary acts stipulated by the Georgian legislation.

Furthermore, according to the Article 3 paragraph "h" of the "Law of Georgia on Facilitating the Elimination of Illicit Income Legalization" a notary carries out a monitoring function related to facilitating the detection and prevention of illicit income legalization in Georgia. Monitoring includes identification of persons involved in transactions, collection and systematization of data related to the transactions and transferring such data to the Financial Monitoring Service of Georgia.

The status of notaries is defined by the Law of Georgia on the Notary dated 3rd of May 1996. Statistical data in relation to notaries has been provided by the Department of Human Recourses of the Ministry of Justice of Georgia.

**Veillez indiquer la source pour répondre à la question 173**

9. 1. 2. Supervision

**175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

- Oui  
 Non

**176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:**

- une instance professionnelle ?  
 le juge ?  
 le ministère de la justice ?  
 le procureur ?  
 autre ?  
 non applicable

Veillez préciser :

The Minister of Justice of Georgia and Notary Chamber (professional body established under the Law of Georgia on the Notary, having status of legal entity of public law) has the authority to carry out the supervision and control over notaries' activities. In case of the disciplinary violation of a notary's obligations, the mentioned authority has the right to initiate disciplinary proceedings against a notary. The procedure of discussions and forms of disciplinary sanctions are provided by the Minister of Justice of Georgia Resolution No. 1025 "on the Disciplinary Responsibility of a Notary". According to it, there are two procedures for the determination of the notary's disciplinary responsibility via the Notary Chamber or by the Minister of Justice of Georgia.

The Notary Chamber is the Legal Entity of Public Law established and regulated under the Law of Georgia on the Notary and Statute of the Notary Chamber. Pursuant to Article 28 of the Statute of the Notary Chamber, the Disciplinary Commission is created within it which is under obligation to discuss notaries' disciplinary issues.

The Disciplinary Commission has the authority to request information and receive explanations from notaries and other persons. Aftermath the Commission in written informs notary and other relevant parties regarding the date of discussion. A notary should attend an oral discussion; however, his/her non-appearance will not adjourn a hearing. After the oral discussion the Commission issues a conclusion which in three working days is transmitted to the Chairman of Chamber Board (established based on the Statute of the Notary Chamber) who takes decision concerning the disciplinary violation. Moreover, it should be noted that in case of severe disciplinary violation, the chairman is responsible to send all relevant materials to the Minister of Justice of Georgia.

In this occasion, the Minister of Justice transmits the initiated disciplinary case to the Commission established by the Minister of Justice of Georgia (the said Commission differs from the Disciplinary Commission established within the Notary Chamber). The Commission consists of three members appointed by the Minister of Justice. It should be underscored that one member of the Commission shall be a notary. Based on the conclusion adopted by the Commission the Minister of Justice issues an order whether the notary had committed the disciplinary violation and is subject of the disciplinary sanction, or whether the notary had not committed the aforementioned disciplinary violation and therefore proceeding is terminated. The copy of the Minister's order shall be sent to the notary against whom the disciplinary proceeding was initiated.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

The Notary Chamber has been functioning since 1996 under the Law of Georgia "on Notary". It is established as the legal entity of public law which at the same time consolidates the Notary Chambers of Autonomous Republic of Adjara and Abkhazia. The superior body is the General Meeting consisting of all notaries. Chairman of Notary Chamber is elected by the General Meeting based on proposal of the Minister of Justice, the other 4 members of the Chamber Board (executive body) are also elected by the General Meeting for three years term. As a rule, the state control over the activities of the Chamber is carried out by the Ministry of Justice of Georgia. However, the Ministry does not have right to interfere in the fulfillment of notaries' obligations and capacity. Pursuant to the Statute of the Notary Chamber (established under the Order No. 320, 29.08.2006, of the Minister of Justice of Georgia) two commissions are created within the Chamber, namely: (a) Financial-Auditing Commission and (b) Disciplinary Commission.

## 10. Interprètes judiciaires

### 10. 1. fonction

#### 10. 1. 1. Statut

**177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?**

- Oui  
 Non

**178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?**

- Oui  
 Non

**179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations**

NA

**180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The rights and obligations of the interpreter are regulated by procedural law, in case of incorrect translation the interpreter may be subject to prosecution.

**181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?**

- Oui  
 Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):



## 11. Fonctionnement de la justice

### 11. 1. Réformes envisagées

#### 11. 1. 1. Réformes

**182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:**

##### 1. New Code of Criminal Procedure

The New Code of Criminal Procedure, which has already passed through the parliamentary procedure, will enter into force from October 1, 2010. New code establishes entirely new criminal procedure introducing substantial novelties. Main novelties of the Code of Criminal Procedure include but are not limited to:

1. Simplicity of language, abolishment of bureaucratic barriers, reduction of the code volume by half;
  2. Adversariality of criminal procedure ensured both during the investigation (investigative competence of the defence) and trial;
  3. Introduction of the uniform concept and a status of a defendant (defence);
  4. Victim acquires the status of a party to the criminal proceedings;
  5. Voluntary questioning of a witness by a prosecutor/investigator instead of his/her interrogation;
  6. Introduction of discretionary prosecution;
  7. Full disclosure of evidence by the parties;
  8. Transformation of operative-investigative measures into the covert investigative action and strengthening the judicial control over them;
  9. First introduction of a defendant to the magistrate court in 24 hours after his/her detention or indictment;
  10. Introduction of ten different types of non-custodial remand measures;
  11. Preliminary hearing is conducted within 60 days from initiation of prosecution;
  12. Jury trial composed of 12 jurors for certain categories of cases;
  13. Simplification of the process of appeal, cassation and proceedings related to newly discovered evidence;
  14. The suits related to the rehabilitation and civil suits are wholly transferred to the civil law system and take a form of civil proceedings;
- The above outlined and other progressive novelties will ensure speedy, effective and most importantly, fair criminal procedure upon the entry into force of a new Code.

##### Prosecution Service of Georgia

##### 1. Community prosecution

Community Prosecution projects which is implemented in the Prosecution Service of Georgia since 2006, will be expanded throughout various regional offices of the Prosecution Service. In community prosecution schemes, local prosecutors focus on the involvement of local community in the solution of crime or potential crime related problems with the use of crime prevention approaches, without resorting to criminal prosecution. Through opinion surveys, school visits, social events, local consultative councils meetings and other progressive means, local prosecution services are able to respond in a better way to the needs of the local community; At the same time, they increase visibility and public confidence towards Prosecution Service and criminal justice system in general.

Currently, community prosecution projects are ongoing at 7 regional prosecutor's offices in Tbilisi, Mtskheta, Telavi, Akhaltsikhe, Zestafoni, Ozurgeti and Shuakhevi. These long-term projects are expected to continue for several years; These projects are based on previous successful community prosecution experience and efforts;

## 2. Victim assistance Units

Crime Victims Assistance Centers is a collaborative project between the Ministry of Justice and the Legal Aid Service. This far-reaching initiative envisages increasing role of the Prosecution Service in rationalization and improvement of its service for the immediate interests of victims of crime; It includes consultation, guidance and referral mechanism.

Successful operation of the assistance centers is aimed to improve services to the victims of crime as well as perceptions regarding criminal justice agencies among general public.

Initially, 3 pilot Assistance Centers will be set up at central prosecution offices in Tbilisi, Kutaisi and Mtskheta. They will employ professional and extensively trained staff with focus on communication skills and initial response to psychological trauma. Upon contact with a victim of crime, the Center staff, as far the specific situation requires:-

- Provides guidance and consultation as to procedural rights/obligations of the victim,
- Ensures initial response, solution of problems related to crime registration,
- Arranges meetings with relevant law enforcement official(s), providing information about criminal cases, and
- Arranges referral to Legal Aid Service and/or corresponding institution able to provide assistance.

In addition, the Center would provide "one-stop shop" service for information regarding agencies or projects that are able to respond to specific needs of victims of the crime.

## 3. Professional Development of Prosecutors

Trainings of prosecutors will be conducted in a more sophisticated manner with the focus on the needs of prosecutors. Needs assesment will be conducted with the direct involvement of prosecutors in the process.

Training Center of Justice at the Ministry of Justice will focus its activities on practice-oriented, non-academic and innovative subjects, such as chain of custody, discretionary prosecution, prosecutorial ethics, trial skills, legal writing and etc. Interactive exercises will be part of the training module for prosecutors.

Professional development of prosecutors through training activities will be increased with the use of Information Technology.

Training Center will design and implement distance learning schemes in collaboration with the IT Department. This will allow the Center to reduce the costs of training activities for the prosecutors as well as increase control over sufficiency of learning and markup process.

Creation of a database of all trainings received by prosecutors since 2004 onwards and analysis of the gathered data for identification of the relevant needs is also planned. Grades and other indicators of success and/or attendance will be employed by Human Resources Department; It will have an impact on the careers of prosecutors.

## 4. General Crime Survey (GCS)

The purposes of GCS are:

- To measure the level of victimization (impact of crime) among the population;
- To measure the level of public perceptions as to the short-term trends of crime and general attitude towards crime problems/law enforcement;
- To measure and approximate long-term trends of crime according to public perceptions;
- To measure real detection, reporting and case recovery rates;
- To provide a sound analysis for objective and informed criminal justice policy.

The GCS is a face-to-face quantitative victimization survey in which people resident in households in Georgia are asked about their experiences of crime in the 12 months prior to interview. Respondents to the survey are also asked about their attitudes towards different crime-related issues such as the police and criminal justice system, perceptions of crime and anti-social behavior.

GCS estimates are based on random face-to-face interviews with approximately 3000-3500 respondents across all regions of Georgia in proportions reflective of the population of specific regions. This figure is determined by the need to keep the coefficient of respondents vs. population comparable to other European states, where it stands at approximately 1:1300. This

makes GCS findings inherently prone to certain margin of error.

The GCS will start in 2009, Due to the need to study long-term trends of crime, the contract foresees carrying out total of 2 surveys: 1st during 2009-2010, 2nd during 2010-2011.

## 2. Judicial Reform

There was a new wave of reforms announced by the President of Georgia which in relation to the judiciary means carrying out appropriate measures in various directions that should contribute development of the independent judiciary. In order to do so it is envisaged to adopt a new Criminal Procedural Code which shall be based in an entirely different principles and provide more guarantees for defence. The jury hearings shall provide more involvement of the general public in hearings. At the same time, the judges shall be appointed for life term and the representative of the opposition shall become a member of the High Council of Justice.

The process of reconstruction of court buildings is ongoing. In 2007-2008 the reconstruction of those court buildings that shall become the enlarged courts was finalized. The reconstruction of the courts also includes their equipment with the modern technologies. The special recording system of the court hearings shall be installed in all courts. Today, it functions in the Supreme Court and Rustavi City Court.

It is also planned to establish a computerised case management system. Under the USAID funded 4 year long project started in 2007 it is envisaged to improve court administration, case management, budget management and public relations.